Burkina Faso: Entre diversification stratégique et ancrage dans l'AES

Timbuktu Institute – Semaine 4 - Février 2026

Entre ouverture à de nouveaux partenaires extra-occidentaux, renforcement de la coopération transfrontalière avec le Ghana et institutionnalisation accélérée de l'AES, le Burkina Faso confirme une triple dynamique stratégique. Ces séquences diplomatiques et sécuritaires, concentrées autour de la fin du mois de février 2026, traduisent une recomposition assumée des alliances, une régionalisation pragmatique de la réponse à la menace djihadiste et une volonté de structuration doctrinale à l'échelle confédérale.

Burkina Faso–Iran : une inflexion diplomatique au service d'une souveraineté sécuritaire assumée

Cette semaine, le Burkina Faso a été marqué par la visite historique du général Célestin Simporé à Téhéran, le 23 février 2026. Cette visite marque en effet une inflexion diplomatique notable et la poursuite de la diversification des partenariats engagés depuis le départ de la France il y a quelques années. Reçu par le Président iranien, Massoud Pezeshkian, et par le Ministre de la Défense, Aziz Nasirzadeh, le Ministre burkinabè a engagé un dialogue stratégique axé sur la coopération sécuritaire. Le Président iranien a profité de l'occasion pour affirmer que « l'Iran est désireux d'utiliser ses vastes capacités pour améliorer ses relations avec les pays africains, ce qui constitue une priorité stratégique de sa politique étrangère ». Cette visite illustre la poursuite d'une diplomatie souverainiste et pragmatique, axée sur la sécurisation du territoire et l'autonomie stratégique, mais qui redéfinit progressivement la place du Burkina Faso dans les jeux d'alliances internationaux. Il s'agit d'une continuité dans leur stratégie de diversification des fournisseurs d'équipements militaires, avec un accès à une coopération technologique et logistique « non occidentale ».

Ouagadougou–Accra : vers une régionalisation pragmatique de la réponse sécuritaire

Pendant ce temps, le Burkina Faso a signé, le 20 février dernier, sept accords bilatéraux avec le Ghana concernant le transport, la sécurité, la gestion transfrontalière et la lutte contre le trafic de stupéfiants. Cette coopération s'inscrit dans un contexte de vulnérabilité frontalière accrue, comme en témoigne la mort de commerçants ghanéens lors d'une attaque djihadiste revendiquée par le JNIM, évoquée dans les précédents numéros de Météo Sahel. Selon Karamoko Jean-Marie Traoré, ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso, « nos peuples attendent de nous plus que des déclarations ». Ils attendent des infrastructures, des opportunités économiques, une sécurité renforcée, une mobilité facilitée et des échanges commerciaux fluidifiés. La commission mixte doit être le moteur d'une coopération ambitieuse, structurée, réaliste et axée sur les résultats. » Ces propos témoignent de la prise de conscience stratégique du Burkina Faso et du Ghana selon laquelle la menace du JNIM ne se limite pas aux frontières nationales et exige une réponse coordonnée intégrant la sécurité, la gouvernance frontalière et la lutte contre les trafics transnationaux.

Ces accords entre les deux pays traduisent une logique de régionalisation de la réponse sécuritaire, dans laquelle la coopération transfrontalière devient un levier stratégique indispensable face à la diffusion du risque djihadiste et à l'interconnexion croissante des menaces criminelles et terroristes dans l'espace sahélien. Ainsi, la coopération sécuritaire avec Accra représente une tentative de stabilisation horizontale visant à lutter contre ce conflit.

Ouagadougou : vers l'institutionnalisation stratégique de l'An II de l'AES

Les travaux de la feuille de route de la deuxième année de l'AES ont été lancés à Ouagadougou les 24 et 25 février 2026. L'objectif est de structurer une doctrine commune en matière de défense, de diplomatie et de développement. Cet acte majeur marque en effet une étape importante dans l'institutionnalisation du projet confédéral entre les trois pays, visant à dépasser la coopération conjoncturelle pour formaliser une doctrine intégrée en matière de défense, de diplomatie et de développement. Selon Bassolma Bazié, président de la Commission nationale AES pour le Burkina, « il est nécessaire de se retrouver pour apprécier le contenu et voir quels types d'éléments on peut mettre ensemble en termes de projets de feuilles de route à transmettre d'abord à l'équipe ministérielle confédérale, qui pourra les apprécier et les transmettre à leur tour à leurs Excellences pour adoption définitive ». Cette démarche témoigne d'une volonté de structuration ascendante, révélatrice d'une tentative de consolidation institutionnelle et de coordination stratégique face aux défis sécuritaires et aux recompositions géopolitiques régionales.

Quand la Côte d'Ivoire s'essaie à la diversification stratégique

Timbuktu Institute – Semaine 4 - Février 2026

Entre la recomposition du paysage partisan à Toumodi, la consolidation du partenariat historique avec la France et l'approfondissement de la coopération sécuritaire avec les États-Unis dans le nord du pays, la Côte d'Ivoire confirme sa double trajectoire : une stabilité politique encadrée à l'intérieur et un ancrage stratégique pro-occidental à l'extérieur. Ces dynamiques traduisent la volonté de préserver la centralité de la Côte d'Ivoire dans un environnement régional marqué par l'instabilité sahélienne et la concurrence des influences internationales.

Toumodi : le PDCI confirme sa résilience électorale face au RHDP

La reprise partielle des élections législatives de 2025, organisée en février 2026, a confirmé la résilience du Parti démocratique de Côte d'Ivoire à Toumodi. En effet, le parti de Tidiane Thiam a obtenu 56,11 % des suffrages, devançant ainsi le candidat du RHDP. Cette victoire confirme l'ancrage territorial du parti à Toumodi et sa capacité de mobilisation électorale persistante dans un contexte politique ivoirien marqué par une compétition structurée entre blocs dominants. Malgré l'absence de leur leader sur le terrain, les responsables politiques parviennent à obtenir des résultats. Selon Soumaïla Bredoumy, le porte-parole du parti, « le président rentrera quand les conditions, que nous estimons favorables, seront réunies ». Pour rappel, le paysage politique est toujours dominé par le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), dans un contexte de pluralisme sous contrôle.

Paris–Abidjan : consolidation d'un partenariat stratégique et affirmation d'un pôle de stabilité

Du 14 au 25 février 2026, le Président Alassane Ouattara a effectué un séjour stratégique à Paris afin de consolider les investissements et la coopération sécuritaire entre les deux pays amis. La France demeure un partenaire économique majeur dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures et des télécommunications. Ce voyage renforce ainsi la position de la Côte d'Ivoire en tant que pôle de stabilité « pro-occidental » dans l'espace sahélien. Au cours de son séjour, le Président Ouattara a rencontré des représentants du gouvernement français, des institutions financières et des chefs d'entreprise afin de renforcer la coopération économique et d'attirer des investissements stratégiques. Les discussions ont porté sur la sécurité régionale, le développement durable et les priorités ivoiriennes en matière d'industrialisation, de transformation locale des matières premières et d'amélioration du climat des affaires.

Zone nord ivoirienne : un partenariat sécuritaire structurant avec Washington

Parallèlement, la coopération renforcée avec les États-Unis dans la zone opérationnelle nord vise à contenir les risques d'infiltration djihadiste en provenance du Burkina Faso. Cette approche repose sur la formation, la fourniture d'équipements et le renforcement des capacités opérationnelles.

La Côte d'Ivoire adopte une stratégie combinant prévention militaire et développement local. Selon Junaid Munir, chargé d'affaires à l'ambassade des États-Unis, " notre partenariat repose sur nos intérêts communs et un principe simple : une stabilité durable ouvre des opportunités. Ensemble, nous construisons un environnement plus sûr qui soutient la croissance économique et un avenir plus prospère pour nos deux pays". Il s'agit donc d'une approche stratégique américaine qui lie sécurité et développement, dans laquelle la stabilité est considérée comme une condition préalable aux opportunités économiques. Cette approche inscrit ainsi le partenariat dans une logique d'intérêts mutuels et de projection d'influence durable des États-Unis.

Togo : Entre stabilisation sécuritaire et recomposition stratégique

Timbuktu Institute – Semaine 4 - Février 2026

De la mise en œuvre du programme d'urgence pour la région des Savanes au Togo à l'initiative d'arbitrage maritime engagée par le Ghana, en passant par le repositionnement logistique du port autonome de Lomé au profit du Niger, l'espace ouest-africain connaît une profonde reconfiguration stratégique. Ces dynamiques, qui mêlent prévention des conflits, sécurisation juridique des ressources maritimes et redéfinition des corridors commerciaux sahéliens, traduisent une volonté convergente de stabilisation par des instruments économiques, diplomatiques et structurels, dans un contexte régional marqué par l'insécurité et les recompositions en dehors de l'espace CEDEAO.

PURS 2026–2027 : une stratégie de stabilisation intégrée pour la région des Savanes face à l'insécurité et aux déplacements forcés

Le plan 2026-2027 du Programme d'urgence pour la région des Savanes (PURS), doté d'un budget de 18 milliards de francs CFA, vise plus de 430 000 personnes vulnérables. L'approche mise sur l'inclusion sociale et l'intégration durable des personnes déplacées au sein des communautés d'accueil. Cette stratégie s'inscrit en effet dans une logique de prévention structurelle, fondée sur le développement socio-économique comme levier de stabilisation. Selon la coordinatrice résidente du système onusien, « ensemble, avec détermination et solidarité, nous pourrons faire en sorte que chaque déplacé, chaque réfugié et chaque membre des communautés hôtes puissent vivre dans la sécurité, la dignité et l'espoir ». Le programme vise à réduire les risques de violences basées sur le genre et les menaces sécuritaires, à améliorer les conditions d'accueil des ménages déplacés hébergés par des familles déjà fragilisées et à combler les carences structurelles en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement. Ce programme intervient dans une zone en proie à une insécurité grandissante depuis plusieurs années, avec son lot de victimes et de déplacés.

Différend maritime entre le Ghana et le Togo : l'arbitrage comme instrument de stabilisation stratégique

Le Ghana a choisi de recourir à l'arbitrage international pour régler son différend maritime avec le Togo, tandis que Lomé a officiellement pris acte de cette initiative. Ce contentieux, qui porte sur la délimitation des espaces maritimes et l'exploitation des ressources offshore, s'inscrit dans une stratégie de judiciarisation visant à prévenir toute escalade des tensions diplomatiques. L'objectif ultime est de consolider et de préserver les relations historiques de coopération et de bon voisinage entre les deux pays. Le règlement de ce contentieux est essentiel pour les intérêts économiques et diplomatiques des deux pays, car il conditionne la maîtrise des ressources maritimes et la clarification des compétences juridictionnelles en mer. Ce différend persistant découle de l'absence d'une délimitation maritime formellement reconnue entre les deux pays. Cette décision fait suite à huit années de pourparlers infructueux, les discussions entre les deux pays n'ayant pas permis de trouver un compromis acceptable pour les deux parties.

Le Port autonome de Lomé, pivot logistique du Togo dans la recomposition sahélienne

Parallèlement, le Port autonome de Lomé s'active pour sécuriser l'acheminement de 20 000 tonnes d'engrais à destination du Niger, ce qui permet au Togo de consolider son positionnement en tant que hub logistique stratégique dans le nouveau contexte régional marqué par la recomposition des échanges avec les États sahéliens en dehors de l'espace CEDEAO. L'annonce a été faite le 25 février 2026 par le Ministre togolais chargé de l'économie maritime, à l'issue d'une réunion de travail avec Mahaman Elhadj Ousmane, Ministre nigérien de l'agriculture. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations économiques entre le Togo et le Niger, qui se sont intensifiées depuis le retrait du Niger de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Dans un contexte de tensions avec le Bénin, notamment marqué par la fermeture des frontières terrestres, Niamey s'appuie désormais davantage sur la plateforme portuaire togolaise pour acheminer ses marchandises vers ses partenaires commerciaux.

Tchad : N'Djamena ferme sa frontière avec le Soudan

Timbuktu Institute – Semaine 4 - Février 2026

Dès son entame, le Tchad n'a pas cessé de veiller au grain au sujet du conflit soudanais. Face à la crise humanitaire due à l'afflux de réfugiés à sa frontière Est, N'Djamena s'est efforcé d'en endiguer les répercussions. Toutefois, les choses semblent désormais se déliter. Le 23 février, le Tchad a annoncé la fermeture de sa frontière avec le Soudan jusqu'à nouvel ordre. Selon le communiqué du ministre de la communication, cette décision se justifie par des « incursions répétées et aux violations commises par les forces en conflit au Soudan sur le territoire tchadien ». N'Djamena assure vouloir prévenir « tout risque d'expansion du conflit » et « se réserve le droit de riposter contre toute agression ou violation de l'intangibilité de son territoire et de ses frontières ».

Quelques jours auparavant, le 21 février, les Forces de soutien rapide (FSR) soudanaises annonçaient la prise d'Al-Tina, zone stratégique du Darfour-Nord à la frontière tchadienne, après la chute d'El-Fasher fin octobre 2025, qui fut suivie de massacres, viols et enlèvements massifs selon l'ONU. De plus, le mois dernier, sept soldats tchadiens perdaient la vie dans une altercation avec des paramilitaires FSR. Dès lors, cette fermeture frontalière semble traduire une exaspération de N'Djamena et l'épuisement d'une diplomatie de la retenue face à un conflit dont le débordement inquiète les autorités tchadiennes. Ceci d'autant plus que d'une part, aucune issue de solution ne semble se profiler dans cette guerre civile et d'autre part, ses potentiels effets centrifuges ne peuvent être totalement écartés considérant la place du Tchad dans la stabilité régionale.

Troubles aux frontières

Manifestement, il apparaît que la sécurisation des frontières tchadiennes s'impose comme l'un des défis structurels les plus pressants auxquels le Tchad est aujourd'hui confronté. Après sa frontière soudanaise, c'est maintenant à celle libyenne que N'Djamena est d'astreinte. En effet, lors d'une opération conjointe menée dans la nuit du 20 février dans une zone désertique à l'extrême nord du pays, la force conjointe libyo-tchadienne a effectué une importante opération sécuritaire. Au terme de celle-ci, un important stock d'armes lourdes, dont des missiles sol-air et de grandes quantités de munitions a été saisi. Dans la foulée, les parties tchadienne et libyenne ont formalisé leur coopération sécuritaire en mettant en place une salle d'opérations commune destinée à coordonner patrouilles, contrôles et déminage en l'occurrence dans l'espace méridional libyen marqué par la porosité des frontières et la circulation d'armes.

Par ailleurs, les premiers fruits de la réconciliation entre N'Djamena et Paris semblent déjà tomber. Le 25 février, l'Agence française de Développement (AFD) et le gouvernement tchadien ont signé une convention de financement de 15 millions d'euros destinée à soutenir deux domaines clés : la modernisation des infrastructures de transport et le renforcement de la filière cotonnière. Certes, cet appui financier est sans doute le bienvenu dans l'objectif de N'Djamena de développer sa croissance macro-économique, cependant, il ne serait pas téméraire d'avancer que ce réengagement financier de la France s'inscrive dans une logique qui dépasse le seul cadre du développement, eu égard à un contexte où la France avance à pas mesurés dans son projet d'un hypothétique retour au Sahel.

Cameroun : La visite du pape Léon XIV, caisse de résonance des tensions politiques ?

Timbuktu Institute – Semaine 4 - Février 2026

Pour sa première visite africaine, le pape Léon XIV se rendra au Cameroun. Alors que les autorités du pays préparent un bel accueil au souverain pontife, la visite du Pape prévue du 15 au 18 avril semble déjà s'avérer comme une possible caisse de résonance des tensions politiques. Ceci, du fait que la situation socio-politique prévalant depuis la présidentielle contestée d'octobre 2025 est encore loin d'être apaisée. En l'espèce, une partie du clergé et de l'opposition estime que Yaoundé entend instrumentaliser la visite papale pour légitimer son pouvoir, dans le sillage des prochaines législatives. C'est dans ce contexte que le père jésuite Ludovic Lado a adressé une lettre publique au Pape pour lui demander de modifier son agenda. Mais sans succès. « L'essentiel est que le pape est au courant de ce qui se passe dans le pays, y compris de l'assassinat [de l'opposant] Anicet Ekane (…) Je respecterai la décision du pape de visiter le Cameroun, même si je ne la partage pas. C'est mon supérieur hiérarchique », s'est-il résolu.

De même, le mouvement de la diaspora « Project C » soutien de l'opposant Issa Tchioma Bakary a tenu à alerter le Pape. « Vous êtes invité au Cameroun, non pas pour servir la vérité du Christ, mais pour valider un mensonge écrit dans le sang de ceux qui ont osé croire que leurs votes compteraient », assène le mouvement dans une lettre ouverte. Plus encore, une pétition – signée par l'écrivaine Calixthe Beyala - mis en ligne le 25 janvier, fustige un « régime dictatorial » et exhorte le Pape « à ne pas se rendre au Cameroun ». Si l'on pourrait douter que cette contestation parvienne à infléchir l'agenda papal, il reste qu'elle remet en lumière le caractère délétère et volatile de la situation socio-politique dans un pays, où la légitimité du pouvoir continue d'être sujet à critiques.

Anicet Ekane, une disparition qui ne passe pas

L'affaire de l'opposant Anicet Ekane, mort en détention le 1er décembre 2025 suite à la crise post-électorale témoigne, si besoin en était, de la profondeur des tensions socio-politiques. Alors que le ministère de la Défense a publié le 24 février les conclusions de cette autopsie concluant à une « mort naturelle » liée à de « graves pathologies », les proches du défunt y ont opposé rejet. Selon son fils joint par Jeune Afrique, l'autopsie a été conduite « dans un contexte malsain » où la requête de « la présence d'un tiers indépendant afin de garantir un minimum d'objectivité nous a été systématiquement refusée ».

En outre, c'est dans ce contexte global de turbulences politiques que se présente un autre défi auquel les autorités camerounaises sont confrontées : le narcotrafic. A cet égard, près de 2,5 tonnes de stupéfiants (dont 1057 kg de cocaïne et 1442 kg de tramadol) saisis quatre jours plus tôt à l'aéroport international de Douala, ont été détruits le 24 février par la commission régionale du Littoral. **En dépit de leur apparente disparité, ces deux séquences semblent dresser le portrait d'un pays aux prises avec une pluralité de défis (politiques, judiciaires et sécuritaires) dont la gestion met à l'épreuve la capacité de l'État à maintenir à la fois sa crédibilité institutionnelle.**

Mali : les FAMAs à l'épreuve de la sécurisation renforcée et durable ?

Timbuktu Institute – Semaine 4 - Février 2026

Les Forces Armées Maliennes (FAMa) ont mené une opération aérienne d'envergure dans le cercle de Yanfolila,neutralisant une cinquantaine de terroristes. Cette frappe chirurgicale, rendue possible grâce à des renseignements précis, a permis de détruire une base logistique majeure et de récupérer d'importantes quantités d'armes et de munitions. Cette action s'inscrit dans une dynamique de reprise d'initiative de l'armée malienne dans des zones autrefois considérées comme des sanctuaires pour les groupes armés.

Deux jours après la frappe initiale, les rapports confirment l'efficacité de l'intervention dans la région de Bougouni, soulignant que cette opération est l'une des plus significatives de ces derniers mois dans le sud du pays. Au-delà des pertes humaines infligées aux groupes terroristes, l'accent est mis sur la destruction de leur capacité de mobilité grâce à l'élimination de dizaines de motos et de véhicules. Cette victoire renforce la confiance des populations locales envers l'outil aérien malien pour la sécurisation des zones rurales.

Diplomatie : Partenariats avec la Chine et l'Iran

Sur le plan international, le Mali intensifie sa politique de diversification de ses partenaires stratégiques à travers de nouvelles impulsions avec Pékin et Téhéran. Ces échanges diplomatiques visent à consolider la coopération dans des domaines clés tels que la défense, les infrastructures et l'économie, illustrant la volonté de Bamako de s'affranchir des influences occidentales traditionnelles. Ce rapprochement avec des puissances du "Sud Global" est perçu comme un levier essentiel pour assurer la souveraineté nationale et le développement technologique du pays.

Désenclavement via le fleuve Sénégal

Le projet de faire du fleuve Sénégal une voie navigable permanente vers l'océan Atlantique représente un espoir majeur pour l'économie malienne, traditionnellement contrainte par son absence de façade maritime. Cette initiative de désenclavement vise à transformer le fleuve en un véritable corridor logistique, offrant une alternative souveraine aux ports des pays voisins. À terme, ce projet devrait réduire les coûts de transport des marchandises et stimuler les échanges commerciaux régionaux, positionnant le Mali comme un carrefour fluvial stratégique en Afrique de l'Ouest.

Succès de nouvelles frappes dans le Nord et sécurisation de la zone de Zantiébougou au Centre

L'armée malienne a annoncé la réussite de deux opérations aériennes supplémentaires, ciblant cette fois des positions terroristes dans les régions du Nord et du Centre. Ces frappes préventives ont permis d'annihiler des groupes armés qui planifiaient des attaques contre des convois et des populations civiles, confirmant la capacité des FAMa à surveiller et à frapper simultanément sur plusieurs fronts. Cette réactivité aérienne est présentée comme la pierre angulaire de la nouvelle doctrine de défense malienne pour protéger l'intégrité du territoire.

En complément des frappes aériennes, des opérations de ratissage au sol ont été menées avec succès dans la zone de Zantiébougou, aboutissant à la neutralisation de plusieurs éléments armés. Ces actions terrestres visent à déloger les résidus de groupes terroristes qui tentent de perturber la circulation sur les axes routiers stratégiques du Sud. L'objectif est de garantir la libre circulation des personnes et des biens, tout en renvoyant un message de fermeté quant à la présence permanente de l'État dans ces localités.

Hommage au modèle russe pour le Sahel

Le Ministre malien de la Défense a officiellement salué l'engagement des "défenseurs de la patrie" russes, les érigeant en modèle de courage et de patriotisme pour les forces de l'Alliance des États du Sahel (AES). Ce discours souligne l'ancrage profond de la coopération militaire entre Bamako et Moscou, perçue comme un partenariat fiable et efficace face aux défis sécuritaires. Cette déclaration réaffirme le choix idéologique du Mali de s'inspirer de la résilience russe pour forger son propre destin national et assurer la stabilité de la région.

Niger : A l'heure du bilan et des promesses face à la réalité

Timbuktu Institute – Semaine 4 - Février 2026

Marwane Ben Yahmed dresse un bilan critique de l'action des régimes militaires au Mali, au Burkina et au Niger. Si ces régimes ont réussi à s'imposer par une rhétorique de souveraineté et de rupture diplomatique avec l'Occident, l'auteur interroge la concrétisation de leurs promesses initiales, notamment sur le plan de la sécurité globale, de la stabilité économique et du retour à l'ordre constitutionnel. L'analyse souligne le défi persistant de transformer le soutien populaire lié au sentiment nationaliste en résultats tangibles pour les populations locales.

Lutte contre les trafics : saisie majeure de drogue à Zinder

Les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) ont réalisé un coup d'éclat à Damagaram Takaya, dans la région de Zinder, en interceptant une importante quantité de produits stupéfiants. Cette opération s'inscrit dans la stratégie de renforcement de la surveillance territoriale et de démantèlement des réseaux de criminalité transfrontalière qui alimentent l'instabilité dans la région. Les autorités locales ont salué la vigilance des unités sur le terrain dans cette lutte contre les trafics illicites.

Tradition et Spiritualité : prière pour la paix à Agadez

Face aux défis sécuritaires et sociaux, le Sultan de l'Aïr a mobilisé la communauté d'Agadez pour une prière collective dédiée à la paix et à la cohésion nationale. Cet événement souligne le rôle central des chefferies traditionnelles et religieuses dans la médiation sociale et le renforcement de l'unité au Niger. Au-delà de la dimension spirituelle, cet appel vise à apaiser les tensions et à favoriser un climat de solidarité entre les différentes composantes de la société nigérienne.

Sénégal : Entre contraintes internes et visées diplomatiques

Timbuktu Institute – Semaine 4 - Février 2026

L'analyse de Patricia Llombart Cussac ne se limite pas à une courtoisie diplomatique ; elle souligne la position singulière du Sénégal comme "dernier bastion" de stabilité institutionnelle face à la montée des régimes de transition dans le Sahel. Pour l'Union Européenne, maintenir le Sénégal comme partenaire privilégié est une nécessité stratégique. Cela explique l'appui massif aux projets de souveraineté alimentaire et énergétique du nouveau régime, perçu comme une opportunité de démontrer qu'une transition démocratique peut répondre aux aspirations de la jeunesse sans rompre avec l'ordre constitutionnel.

Le pivot sécuritaire Dakar-Conakry : une réponse au "vide" régional

La ratification de l'accord de défense avec la Guinée par les députés sénégalais marque un tournant. Alors que les organisations régionales comme la CEDEAO sont fragilisées, le Sénégal privilégie des accords bilatéraux musclés avec ses voisins directs. L'enjeu est double : éviter que l'instabilité du Sahel ne "déborde" par le sud et sécuriser les zones de partage de ressources. Cet axe Dakar-Conakry devient un nouveau pôle de stabilité, indépendant des structures multilatérales traditionnelles, pour gérer les menaces asymétriques le long des frontières.

Orpaillage à Kédougou : la bataille pour la souveraineté des ressources

Le démantèlement des sites clandestins à Kédougou n'est pas qu'une simple opération de police, c'est un acte de reprise de contrôle économique. L'orpaillage illégal est souvent lié à des réseaux de financement occultes et cause des désastres écologiques (pollution au mercure). En frappant ces sites, l'État sénégalais cherche à formaliser le secteur minier pour qu'il profite réellement au Trésor public, tout en asséchant les potentielles sources de financement pour les groupes armés qui gravitent autour des zones frontalières.

Le "Ndogou" du Pastef : l'équilibre délicat entre parti et État

Les révélations sur cette rencontre au Palais illustrent le défi de la "rupture" prônée par Bassirou Diomaye Faye. Ce moment de communion religieuse et politique sert à rassurer les cadres du Pastef qui craignent une dilution de l'idéologie du parti dans la gestion technocratique de l'État. C'est ici que se joue la cohésion de la majorité : comment rester un parti de combat tout en assumant les lourdeurs et les compromis du pouvoir. Ces "ndogous" sont en réalité des séminaires politiques de haute importance pour maintenir la discipline dans les rangs.

Offensive d'Interpol : la migration sous l'angle de la criminalité organisée

L'implication du Sénégal dans cette opération d'Interpol montre un changement de paradigme. On ne parle plus seulement de "migrants", mais de "victimes de réseaux criminels". En ciblant les infrastructures logistiques des trafiquants (financiers, logeurs, transporteurs), l'objectif est de briser le modèle économique de la migration irrégulière. Pour le Sénégal, c'est aussi une manière de montrer à ses partenaires internationaux qu'il traite la question migratoire par le haut, en s'attaquant aux racines mafieuses du problème plutôt qu'aux seuls individus en mer.